

Brève

La primauté de la réparation ou du remplacement bénéficie aussi au vendeur d'un bien de consommation

En matière de garantie légale des biens de consommation¹, l'article 1649quinquies de l'ancien Code civil hiérarchise strictement les recours dont dispose le consommateur à l'encontre de son vendeur en cas de défaut de conformité du bien de consommation acheté². Pour rappel, « outre des dommages et intérêts »³, le consommateur dispose, à titre principal, d'un droit d'option entre la réparation ou le remplacement du bien. Le tout, « sans frais »⁴, « dans un délai raisonnable » et « sans inconvénient majeur pour le consommateur » et pour autant que cela ne soit pas « impossible ou disproportionné »⁵ dans le chef du vendeur. A titre subsidiaire et à condition que la réparation et le remplacement soient impossibles ou que le vendeur n'y a pas procédé « dans un délai raisonnable » ou « sans inconvénient majeur pour le consommateur »⁶, ce dernier aura le choix entre la résolution de la vente ou une réduction adéquate du prix⁷.

Dans son arrêt du 18 juin 2020^{8*}, la 1^{re} Chambre néerlandophone de la Cour de cassation rappelle que la primauté de la réparation ou du remplacement bénéficie aussi au vendeur qui doit avoir eu la possibilité de remédier au défaut de conformité en réparant ou en remplaçant gratuitement le bien. En l'espèce, la Cour de cassation a cassé le jugement du Tribunal de première instance d'Anvers, division Turnhout du 21 janvier 2019 qui avait accordé des dommages et intérêts au propriétaire d'un chien en raison de l'admission de celui-ci dans une clinique vétérinaire alors qu'il n'était pas établi que le vendeur avait eu la possibilité de « réparer » ou de « remplacer » le chien et que de tels recours étaient impossibles, abusifs ou ne pouvaient être mis en œuvre dans un délai raisonnable ou sans inconvénient majeur pour le consommateur⁹.

Guillaume Schultz ■

Assistant à l'Université Saint-Louis – Bruxelles
Avocat au barreau de Bruxelles

¹ L'attention du praticien est attirée sur le fait que la matière de la garantie légale des biens de consommation s'apprête à être réformée suite à l'adoption de la directive 2019/771/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de vente de biens, modifiant le règlement (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE et abrogeant la directive 1999/44/CE, J.O.U.E., L 136/28, 22 mai 2019. Elle doit être transposée par les États membres avant le 1^{er} juillet 2021 pour une entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022 ; pour un premier commentaire général de cette directive, voy. S. JANSEN et S. STIJNS, « La directive nouvelle est arrivée : conformiteitsbegrip, overmacht, kennisgeving, termijnen en remedies in de richtlijn consumentenkoop 2019/771 », D.C.C.R., 2020, p. 3 à 58.

² A. CRUQUENAIRE et al., *Droit des contrats spéciaux*, 4^e éd., Waterloo, Kluwer, 2015, p. 201.

³ C. civ. anc., art. 1649quinquies, § 1^{er} al. 1^{er}.

⁴ A savoir, « les frais nécessaires exposés pour la mise des biens dans un état conforme, notamment les frais d'envoi du bien et les frais associés au travail et au matériel » (C. civ. anc., art. 1649quinquies, § 2, al. 2).

⁵ Voy. C. civ. anc., art. 1649quinquies, § 2, al. 3 et C. DELFORGE et Y. NINANE, « La garantie de conformité des biens de consommation, Chronique de jurisprudence (2005-2015) », *Théorie générale des obligations et contrats spéciaux*, P. Wéry (dir.), Coll. CUP, Vol. 168, Bruxelles, Larcier, 2016, p. 420 à 424 (C. L'abus de droit dans le choix du remède) et les références citées.

⁶ C. civ. anc., art. 1649quinquies, § 3, al. 1^{er}.

⁷ Attention que « le consommateur n'a pas le droit d'exiger la résolution du contrat si le défaut de conformité est mineur » (C. civ. anc., art. 1649quinquies, § 3, al. 2).

⁸ Cass. (1^{re} Ch.), 18 juin 2020, R.G. n° C.19.0332.N, disponible sur www.juportal.be, N.J.W., 2020, p. 831 et 832, note F. VAN DEN ABEELE, « Primauteit van de verkoper tot herstel ... ook bij dieren ».

⁹ La Cour conclut en rappelant que « la circonstance que les animaux ne soient pas des choses, mais des êtres doués de sentiments et qu'un lien affectif entre le défendeur et le chien a pu naître, ne conduit pas à un jugement différent » (traduction libre). La Cour ne considère donc pas que le fait de voir son animal de compagnie « remplacer » par un autre constituerait « un inconvénient majeur » pour le consommateur, ce qui nous paraît critiquable en l'espèce.